



CCE DECEMBRE 2011

MACIF Portugal : avis du CCE

Déclaration FO :

Comme indiqué par le vote de la motion, nous sommes d'accord avec l'ensemble des élus sur la nécessité d'avoir plus d'information pour juger de la situation de Macif Portugal.

Ces dernières années, la MACIF a multiplié les investissements en France comme à l'international qui ont pour la plupart eu des résultats déficitaires. Macif Portugal n'échappe pas à cette règle.

Pour FO cela a un impact direct pour les salariés MACIF en France, que ce soit au niveau des emplois (ex : effectifs) ou sur les salaires (ex : montant des AG).

Pour FO, la MACIF est responsable de cette situation et c'est à elle seule (et non à notre organisation) de trouver une solution pour stopper au plus vite ces pertes financières mais également pour maintenir TOUS les emplois à MACIF Portugal.

Orientations NAO 2011 : consultations et avis du CCE

Comme chaque année, notre organisation vous a écrit pour vous porter les revendications des salariés et nous regrettons que vous n'ayez pas apporté de réponse à ce courrier.

Pour Force Ouvrière les revendications des salariés sont les suivantes :

-Augmentation générale des salaires pour tous, employés et cadres, de 5% avec un minimum de 200€ mensuel

-Suppression du management par objectifs, ainsi que de tous les entretiens qui n'ont qu'un seul but, celui du rendement par une pression continue sur les salariés. Ce type de management a d'ailleurs des conséquences directes sur la santé des salariés (les bilans le démontre tous : hausses des atteintes aux respects des individus, des arrêts, des suicides...)

-retour de l'avancement automatique à l'ancienneté, suppression de toutes les primes individuelles ou collectives sur rendement

-aucun licenciement ou départ contraint, notamment à Macifilia mais pas seulement, maintien de tous les emplois de tous les services dans l'UES Macif, embauche en CDI pour toutes les catégories de salariés, requalification des CDD en CDI

-garantie du maintien du temps de travail de 31h30 hebdomadaire

-l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes

Nous estimons que c'est par les augmentations générales que tous les salariés (employés et cadres) auront un gain de pouvoir d'achat et nous constatons qu'il n'est prévu qu'une augmentation générale 2,1% alors que l'inflation est déjà à 2,35% en rythme annuel.

Pour FO, l'enveloppe de 3,3% répartie également entre tous les salariés aurait permis de redonner enfin un peu de pouvoir d'achat à tous les salariés (cadres et non cadres) sans créer de discrimination.

Nous vous rappelons que nous sommes contre le management et la rémunération par objectifs, et donc contre la structure actuelle de rémunération.

Nous demandons donc l'abandon de cette politique d'enveloppe d'augmentation individuelle qui confirme cette politique d'objectif, et qui est un outil de pression pour les salaires.

FO se prononce pour une réelle égalité professionnelle entre Homme et Femme, mais on considère que ce n'est pas sur le budget des augmentations générales que doit être pris l'argent pour que la MACIF réponde à ses obligations légales dans ce domaine.

Nous dénonçons depuis des années les discriminations en la matière notamment au niveau des postes de management, et nous estimons que cette structure de rémunération est une source de discrimination.

Enfin nous informons les élus du CCE que notre organisation invite l'ensemble des Organisations syndicales à se rencontrer pour définir ensemble les revendications des salariés sur ce sujet et les moyens de les faire aboutir.

Projet de souscription à l'augmentation de capital de VERNIER participation : consultation et avis du CCE

Pour FO, ce dossier a pour seul intérêt d'illustrer la situation économique difficile du groupe MACIF qui recherche tous les moyens possibles pour trouver des plus-values permettant de combler les différentes pertes résultants de ses choix stratégiques (MACIFILIA, SERENA, MACIF MUTUALITE...).

Cette situation a un impact direct sur les salariés alors qu'ils ne sont responsables ni des stratégies ni des choix politiques de l'entreprise.

Nous estimons que ce n'est pas notre rôle de prendre position sur ces transactions financières et nous abstiendront donc sur ce vote.

Macifilia / projet d'accord instituant un dispositif de mobilité interne et de départ volontaire : consultation et avis du CCE

DECLARATION :

FO considère que dans sa forme actuel cet accord est un plan social déguisé ou l'on met en avant le départ des salariés bien plus que le transfert vers MACIF SAM, qui était censé être la base de l'accord même si vous affirmez que cela coule de source, rien n'est précisé.

FO regrette que cet accord ne fasse pas Etat des activités transférées et des salariés qui y seront rattachés.

Cet accord ne dit rien ou presque sur la manière dont vont être traités les salariés dans le cadre de ce transfert. Pour nous cet accord devrait expliquer clairement aux salariés les moyens mis en œuvre pour leur transfert vers la Macif...

Pour notre organisation, la proposition de 2 postes n'est pas suffisante et ne correspond pas à la responsabilité de la MACIF dans la situation des salariés.

FO estime qu'il n'y a pas non plus assez de garanties notamment sur le maintien des niveaux de classification,

Nous nous prononçons pour le maintien de tous les salariés dans l'UES (et non le groupe) avec le statut qui y est liée, le maintien sur les sites de travail, le maintien de tous les emplois, le maintien des classifications et le maintien des salaires.

Nous refusons toute pressions directe ou indirecte (salariés sans taches affectés par exemples) sur les salariés pour les encourager à quitter l'entreprise, et pensons que l'accord proposé dans sa forme actuelle, contribue à cette pression.

En conclusion, pour notre organisation cet accord n'est pas à la hauteur des besoins des salariés de MACIFILIA et la MACIF n'assume en rien ses responsabilités dans ce dossier. Nous demandons donc une modification de cet accord pour prendre en compte tous ces éléments et tant que nous n'aurons pas plus d'éléments sur le devenir des salariés, une prise de position est impossible et pour ces raisons FO ne prendra pas part au vote.